

Inauguration de l'année judiciaire 2025 à Cuba



Cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2025

La Havane, 29 jan (RHC) En présence d'Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de Cuba, la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2025 a eu lieu aujourd'hui dans cette capitale.

Il était accompagné du Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, du vice-président de la République, Salvador Valdés Mesa, Roberto Morales Ojeda, secrétaire à l'organisation du Comité central du Parti communiste de Cuba et Rubén Remigio Ferro, président du Tribunal suprême du peuple (TSP).

Lázaro Alberto Álvarez Casas, ministre de l'intérieur, et des représentants du ministère de la justice, du bureau du procureur général, entre autres, y participent également.

Le président du Tribunal Suprême du Peuple a souligné dans son discours que la période écoulée a été un défi pour les professionnels de la justice dans l'exercice de leur responsabilité sociale.

Il a ajouté que les efforts des juristes ont permis que, de manière générale, les résultats de l'activité judiciaire dans le pays à la fin de l'année montrent des indicateurs encourageants, tant en ce qui concerne la résolution des cas qui ont pu être traités, qu'en ce qui concerne l'exécution et le respect des sentences et des résolutions émises.

Remigio Ferro a expliqué que ces résultats ont été accompagnés d'une performance qualitative adéquate dans le travail des juges, des greffiers et des assistants judiciaires en termes d'agilité et de diligence dans le traitement des différentes affaires et de respect des procédures et des droits et garanties des personnes.

Il a souligné que les systèmes internes d'évaluation, de contrôle et de supervision ont permis d'identifier certaines déficiences dans l'exercice des fonctions d'un petit nombre de membres des organes judiciaires, auxquelles la plus grande attention a été immédiatement accordée.

Ces difficultés sont liées à des violations injustifiées dans le traitement et la résolution de certaines affaires, à des prises de décision erratiques et à la rédaction de décisions judiciaires sans motivation adéquate, a-t-il précisé.

Toutefois, a-t-il souligné, il ne serait pas juste que l'existence ineffable de ce petit nombre de faiblesses et la nécessité d'y remédier ternissent le travail du pouvoir judiciaire au cours de la période expirée.

Il a souligné que le processus de transformation numérique de l'activité judiciaire et de certains de ses domaines d'appui continue de progresser régulièrement, avec le déploiement progressif de deux de ses principaux produits, le dossier judiciaire électronique et le système de gestion statistique.

Les objets de travail qui guideront l'action des organes judiciaires du pays en 2025 répondent à l'amélioration des résultats dans les indicateurs de qualité de l'activité judiciaire, a-t-il dit.

Il s'agit également de promouvoir un comportement éthique ou corruptible chez les magistrats, les juges, les greffiers et les autres personnels, et de consolider le travail du système de contrôle et de prise en charge des personnes exécutant des peines pénales en liberté.

Il a souligné la progression des transformations numériques dans le développement de l'activité judiciaire, les projets de recherche et l'amélioration des conditions de travail.

Ces objectifs permettront de remplir les priorités du Parti communiste de Cuba et la responsabilité devant le peuple, a assuré le président du PST.

Patricia Romero Madrigal, présidente du Tribunal populaire municipal de Centro Habana, a déclaré que rendre la justice au nom du peuple représente un défi, car il y a un engagement à travailler pour une société plus juste.

Nous, les juges, décidons, entre autres, de la vie des gens, c'est pourquoi nous devons être capables de résoudre les processus judiciaires avec rationalité et équité, a-t-elle ajouté.

L'ouverture de l'année judiciaire 2025 s'accompagne d'une série de défis pour les professionnels de la justice, avec un seul objectif : poursuivre l'amélioration d'un pays qui se développe dans un État de droit.(Source:ACN)



Radio Habana Cuba